

Numa Murard : Il ne semble pas que les moyens mis en œuvre diffèrent de ceux qui ont été prônés par les gouvernements précédents. Cela dit, on ne peut être que d'accord sur la philosophie de ce plan qui prône le retour en force des services publics dans ces quartiers. Toute offre de sécurité et de remise d'ordre dans ces quartiers ne peut que rencontrer l'adhésion des habitants.

Mais la notion même de "plan Marshall" pour ces quartiers est trompeuse. Le "plan Marshall" a servi économiquement à la France après la deuxième guerre mondiale pour reconstruire son appareil productif. Mais un "plan Marshall" pour les banlieues, à quoi peut-il servir ? Ce n'est pas la question du bâti qui est en cause. Dans ces quartiers, les questions brûlantes aujourd'hui sont l'emploi et l'intégration sociale des habitants. On ne peut aboutir à des intégrations urbaines réussies que par la résolution de la question de l'emploi.

Annick Madec : Si certaines villes ont refusé les programmes de DSQ (développement social des quartiers), c'est parce qu'elles se sont rendues compte que cette appellation pose des problèmes et défavorise les habitants de ces quartiers dans la recherche d'un emploi. Le fait d'être catalogué comme habitant de ces quartiers pose des problèmes aux gens.

On ne voit pas comment sortir de ce préjugé défavorable, sauf par une formule plus globale genre "contrat ville" par exemple.

Ces dernières années, la politique de la ville suscitait la participation des populations. Or, le bilan de ces politiques montre qu'on a mis les habitants de ces quartiers dans une position singulière. On leur demandait d'avoir des points de vue de professionnels sur des questions très techniques. Par exemple, quand on leur demandait de venir discuter de leur quartier en terme de réhabilitation, on leur montrait des plans d'architecture, très techniques et on leur demandait de les lire comme des professionnels en sachant qu'ils n'avaient pas les éléments pour les juger. Il y a là un profond décalage dans ces discussions dites de démocratie participative. Ces réunions sont uniquement formelles et débouchent la plupart du temps sur rien.

Q : Dans votre ouvrage, vous faites référence à Tocqueville. Quelle lecture faites-vous de l'œuvre de Tocqueville

The
Tocqueville
Review
La
Revue
Tocqueville

Henri Mendras, sociologue :

"Aujourd'hui, toute réflexion sociologique comporte une référence à Tocqueville"

Sociologue, auteur de nombreux ouvrages dont le célèbre "la fin des paysans" (Ed. Armand Colin), Henri Mendras est l'universitaire le plus tocquevillien de France.

A ce titre d'ailleurs, il dirige une revue consacrée à l'actualité de l'œuvre de Tocqueville. Cet homme, qui ne se laisse pas appréhender facilement, a bien voulu nous donner un avis sur son maître.

Q : Que représentent, aujourd'hui, les idées de Tocqueville dans notre société ?

Henri Mendras : On peut dire que Tocqueville a remplacé Marx qui était la référence obligée dans les années 60. Maintenant, toute réflexion politique ou sociologique comporte toujours une référence à Tocqueville. La découverte tardive de Tocqueville par les Français aboutit à ce résultat étrange : la vision aristocratique et libérale de Tocqueville correspond sans doute à la mentalité des Français d'aujourd'hui.

Q : Vous dirigez la Revue Tocqueville/The Tocqueville Review. Présentez-nous cette revue, pluridisciplinaire.

H.M. : Créée depuis quinze ans, la revue veut avant tout resserrer les liens

entre les intellectuels tocquevilliens de France et ceux des Etats-Unis. Avec l'aide de Raymond Aron, la revue a pu traverser l'Atlantique. Elle est publiée avec le soutien financier de la Fondation pour l'innovation et la prospective de Poitiers, présidée par M. René Monory.

La revue s'ouvre sur les autres pays européens et constitue un réseau de collègues historiens, philosophes, politologues, sociologues qui partagent une même préoccupation d'observation réciproque des deux côtés de l'Atlantique, dans un esprit hérité de Tocqueville.

Q : Les idées de Tocqueville sont-elles fonctionnelles pour résoudre aujourd'hui la crise urbaine et le mal des banlieues ?

H.M. : Sans aucun doute. Tocqueville insiste dans son analyse du système américain en comparaison avec la France sur l'importance de la démocratie locale qui est le thème majeur de notre société urbaine. Cette démocratie locale n'est pas légitimée et encore moins institutionnalisée dans notre société urbaine alors que la démocratie locale est extrêmement vivante dans les régions rurales.

Or, la démocratie locale est tout à fait une idée tocquevillienne et elle serait une idée neuve qui pourrait s'appliquer aujourd'hui à la crise des banlieues et des quartiers.

dans le développement de la citoyenneté et de la démocratie locale ?

N.M. : Les politiques sociales ne créent pas une citoyenneté sociale dans le contexte du chômage. Ces politiques ne peuvent pas se substituer à des politiques économiques.

C'est vrai que Tocqueville a salué la vitalité de la vie associative et la démocratie locale aux Etats-Unis. Sur ce point, il demeure un inventeur tout à fait moderne pour défendre les pouvoirs de la société civile et de la vie associative. Mais sur l'industrie, il parlait d'un "monstre dans l'Etat social".

Je ne suis pas d'accord avec Guy Sorman qui affirme que Tocqueville aurait sûrement approuvé l'idée d'une entreprise citoyenne.(1)

Concernant l'entreprise citoyenne, Tocqueville aurait dit plutôt : "je demande à voir !" L'entreprise a du mal à se poser en contre-pouvoir.

L'entreprise citoyenne s'inscrit dans une longue tradition. En France, on appelait cela le patronage social.

L'impact de ce social d'entreprise a été très faible et ce patronage d'entreprises s'est éteint dans les années 50.

Le fait que des initiatives s'ouvrent aujourd'hui, cela montre un certain échec des politiques sociales qui ont du mal à assumer leur rôle et à créer un environnement favorable aux entreprises.

C'est un fait, les entreprises doivent contribuer au développement des initiatives de solidarité et elles ne le font pas assez.

Mais, on peut espérer que ces entreprises citoyennes n'agissent pas comme au XIX^e siècle dans le seul but d'assurer la paix sociale.

Les associations savent très bien ce que les entreprises leur offrent et leur demandent et savent quelles sont les actions profondes et celles qui sont faites en terme d'image. Il ne faut pas surtout attendre de ces actions une rentabilité rapide en image et en publicité pour les acteurs.

Propos recueillis par E.M.